

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais rappeler au député les divers événements qui se sont déroulés au cours des années.

M. Broadbent: A quel siècle commencerez-vous?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Cela ne me prendra que quelques minutes, monsieur le Président.

La réunion des cinq pays industrialisés qui a eu lieu s'inscrit dans une longue série de rencontres qui se déroulent depuis un certain nombre d'années. Cependant, dernièrement, il y a eu une série de réunions, auxquelles j'ai assisté, avec le FMI, l'OCDE et la réunion au Sommet de Bonn, lesquelles visaient toutes à résoudre le même problème d'inflation et de disparités économiques, outre les importants problèmes que posent les taux de change entre les diverses devises. La réunion précise dont a parlé le député visait à résoudre certains de ces problèmes qui touchent les cinq pays en cause.

L'ABSENCE DE REPRÉSENTANTS CANADIENS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ce que vient de dire le ministre est intéressant puisque quelqu'un au cabinet de la ministre d'État chargée des Finances a déclaré avoir été «pris par surprise», parlant de la question abordée à cette réunion. Ma première question au ministre des Finances était la suivante: Étant donné les importantes conséquences que cette réunion a eues pour notre pays, compte tenu de la baisse de la devise américaine par rapport à la nôtre et des répercussions que cela entraîne, laquelle des cinq grandes puissances représentait nos intérêts à cette réunion?

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais préciser au député que je me trouvais à Washington neuf jours avant les réunions de New York. Je me suis entretenu avec le secrétaire Baker, le président Volcker de la Réserve fédérale et M. Regan, chef du cabinet à la Maison Blanche. A chacune de ces réunions, j'ai signalé aux intéressés les problèmes auxquels nous nous heurtons au Canada et l'importance de nos rapports avec les États-Unis, ainsi que les questions de politique que nous voulions examiner aux réunions du FMI—et à toutes les réunions précédentes.

Je voudrais dire également au député que les réunions entre les cinq grandes puissances ont habituellement lieu à cette époque de l'année. Elles ouvrent la voie aux réunions des dix grandes puissances, auxquelles assistent d'autres pays industrialisés. Nous participons à ces réunions et nous continuerons à y jouer un rôle important.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LE CHOIX D'UN NOUVEL EMPLACEMENT POUR SON SIÈGE SOCIAL

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question concerne le ministre des Communications et je la pose à son secrétaire parlementaire. La ville de Scarborough offre à la Société Radio-Canada une chance unique, celle de bâtir son siège social dans la ville la plus dynamique au Canada tout en épargnant 95 millions de dollars. Le

gouvernement est-il en mesure d'assurer aux contribuables canadiens que l'emplacement définitif du siège social de la Société n'est pas encore choisi et que cette question sera étudiée avec tout le soin et l'objectivité qu'elle mérite?

M. Geoff Scott (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député pour sa question fort opportune qu'il a posée, j'en suis certain, au nom des autres députés de Scarborough. Le ministre des Communications est au courant de la proposition de la ville de Scarborough. On me dit que Radio-Canada en a également été saisie. Le ministre des Communications est convaincu que la Société accordera toute l'attention désirée à cette proposition.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGRICULTURE

LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il s'agit des négociations canado-américaines sur le libre-échange. Les documents officiels révèlent que le secteur agricole pourrait bien ne pas être exclu de ces négociations parce que les documents révèlent que le libre-échange accroîtrait la productivité de nos agriculteurs et accélérerait la tendance actuelle, à savoir l'abandon des exploitations agricoles par nos agriculteurs en faveur d'une autre activité. Le ministre sait fort bien que sans certains programmes agricoles, l'agriculture serait en plus mauvaise posture encore qu'elle ne l'est actuellement. Le ministre pourrait-il promettre aux agriculteurs canadiens que les programmes de soutien et les mécanismes de commercialisation des produits agricoles comme ceux qui existent maintenant en ce qui concerne le lait, la volaille et les produits relevant de la Commission canadienne du blé ne vont pas servir de monnaie d'échange dans le cadre des négociations canado-américaines précitées?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, en réponse à la question du député, je tiens à lui rappeler que ceux d'entre nous qui s'occupent de l'industrie agro-alimentaire depuis un certain nombre d'années savent bien que c'est un secteur vulnérable et qu'on ne peut aller de l'avant dans ces négociations sans tenir compte de cet aspect du problème. Mais je crois que le gouvernement est déterminé à obtenir de meilleures conditions en faveur de notre agriculture.

LES PROGRAMMES DE STABILISATION ET D'ASSURANCE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, l'agriculture traverse la pire crise que nous ayons connue depuis les années 1930. Pourquoi le ministre ne nous promet-il pas aujourd'hui même que des mesures, comme les programmes de stabilisation des prix du grain et d'assurance-récolte dont on a tellement besoin dans l'Ouest du Canada, ne seront pas sacrifiés lors des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis?